

4 Économie

La pénurie de carburants

Le dilemme

DEPUIS quelques mois, le Gabon, pays pourtant producteur de pétrole, connaît de façon cyclique une pénurie de carburants. Quelles en sont les raisons ? Comment y remédier ? Les acteurs économiques du secteur proposent

comme solution de libéraliser le prix. Réunis en Conseil des ministres en janvier 2015, le gouvernement avait décidé d'aller dans ce sens. Six mois après, cette réforme est toujours attendue. Entre appréhensions des "risques politiques" et

temps nécessaire à la réflexion, la libéralisation du secteur des hydrocarbures vacille. Dans ce mini-dossier, la rédaction de l'Union aborde, sans détours, le sujet.

Dysfonctionnement dans la distribution des hydrocarbures

L'incompréhensible pénurie perlée de carburants

I. M'B.
Libreville/Gabon

Le système de distribution régulier des hydrocarbures est malade depuis quelques mois. Parfois, lorsque ce n'est pas le gas-oil, c'est l'essence qui manque. Chronique d'un malaise au sein de l'économie d'un pays producteur de pétrole.

LE rythme de distribution du carburant est devenu incompréhensible, voire indigeste, pour un pays producteur de pétrole. Depuis quelques mois en effet, l'approvisionnement en carburants à la pompe dans les stations-services relève désormais de la loterie. Par moment, les week-end surtout, l'essence ou le gas-oil coule à compte-gouttes, quand il n'est pas introuvable. Depuis 2014, les pénuries de gas-oil, puis d'essence, se multiplient à Libreville et deviennent monnaie-courante à l'intérieur du pays. Alors que l'on croyait l'année 2014 partie avec ses dysfonctionnements dans la distribution des carburants, le mois de juin 2015 est venu rappeler cette situation, qui n'est plus un épiphénomène. Au contraire, ces manquements sonnent comme des distorsions qui tendent à s'installer dans le quo-

tidien d'une économie d'un pays producteur de pétrole. Chaque semaine, alors que les usagers attendent des réponses adaptées, la courbe des événements ne cessent de décliner. Une situation qui devient intenable pour les ménages, les entreprises et les administrations. « La situation pourrait empirer si la libéralisation des prix n'intervient pas, si le paiement des subventions étatiques aux marketeurs n'est pas assuré avec diligence », prévient un marketeur, responsable de l'une des entreprises leaders au Gabon dans la distribution des carburants. En effet, sur la période du 15 juin à aujourd'hui, Libreville a de nouveau connu une crise d'essence dont le pic est souvent atteint en fin de semaine, au point de hanter l'esprit des chefs d'entreprises surtout. Faute de réponses claires, la psychose commence à s'installer chez les automobilistes ainsi que dans les administrations publiques. Les conséquences de ces pénuries sont insondables sur l'économie, et sur l'image du Gabon à l'extérieur. Preuve de cette crainte, des agences de transporteurs terrestres développent des comportements à risques pour eux-mêmes et pour les ménages. En effet, par prévision, certains sont obligés de stocker des bidons de carburants, voire d'essence, à bord des bus.

Pour comprendre cette situation incongrue et édifier l'opinion, la rédaction de l'Union s'est rapprochée, le 17 juin 2015, de la Société gabonaise d'entrepôts de produits pétroliers (SGEPP) à Owendo, et des stations services situées sur la Voie-Express.

VERROUS • Il a été à cette occasion constaté que des verrous ont sauté le long de la chaîne de distribution des hydrocarbures. Ce qui a endommagé le fonctionnement régulier de la distribution de l'essence. À la Société gabonaise d'entrepôts de produits pétroliers (SGEPP), qui reçoit les stocks raffinés et importés, le directeur général par intérim, Hyacinthe Mamboundou Moundziogou, clame que le problème ne se trouve pas au niveau de l'entrepôt. Encore moins au niveau du raffineur, c'est-à-dire de la Société gabonaise de raffinage (Sogara). D'autant que les rotations normales du bateau, entre Libreville et Port-Gentil, n'ont souffert d'aucune perturbation. « Les rotations des navires sont régulières, les approvisionnements aussi. En ce qui concerne le cycle de transport et de livraison des produits, il n'a, en aucun moment, été affecté. Le cycle normal est respecté, à savoir le lundi et le jeudi. Aujourd'hui, je peux vous confirmer que j'ai du produit en stock dans mes barques pour la semaine au moins. En effet, le bateau a ac-



Photo : Koumou

La station-service des Trois-Quartiers à Libreville : une interminable file de véhicules espérant être servis .

costé depuis hier. Il repart pour revenir jeudi. Toutefois, en dehors de cet approvisionnement, nous avons encore des stocks de produits », avait-il affirmé, ce jour-là. Avant d'ajouter : « En ce qui concerne la distribution, je ne suis pas habilité à vous expliquer les modes opératoires des quatre principaux marketeurs. Je n'ai pas d'inquiétude et peux vous rassurer qu'il y a pas de problème à mon niveau », a ajouté. Nous sommes donc allés en aval de la chaîne de distribution, ainsi qu'on vient de le voir plus haut, chez les marketeurs que sont Petro-Gabon, Total Marketing Gabon, Oilybia et Engen, pour voir s'ils n'étaient responsables de la pénurie.

Réaction des marketeurs

"Une subvention n'est bonne que si elle est payée"

I. M'B.
Libreville / Gabon

Pour les marketeurs, la solution passe par la libéralisation des prix. Quitte à désigner les "corps" à protéger dans cette libéralisation.

POUR comprendre les causes de cette pénurie de carburants, nous nous sommes rapprochés du Groupement des professionnels du pétrole (GPP), qui regroupe la plupart des acteurs de la distribution des hydrocarbures, dont la SGEPP, et les quatre grands marketeurs que sont Oilybia, Pétro Gabon, Total marketing, Engen, etc. Nous avons aussi rencontré le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Gabon, Jean Baptiste Bi-

kalou, par ailleurs P-dg de Pétro Gabon. Pour les marketeurs, les dysfonctionnements naissent de l'imperfection du marché de la distribution des carburants au Gabon. Une imperfection, apparemment, entretenue par l'État qui, contre une subvention des carburants, fixe des prix qui sont en deçà du coût de revient. A l'origine, pour asseoir une justice sociale au service des foyers modestes, l'État avait instauré une subvention sur les produits pétroliers: le gaz butane domestique, le pétrole lampant et les carburants pour automobiles. Ainsi, au lieu de laisser vendre une bouteille de gaz à 10 500 francs (coût réel), l'État s'est engagé à verser aux marketeurs, sur chaque bouteille vendue au client à 5 450 francs, le supplément, qui est de 5050 francs.

Il en est de même des prix des carburants à la pompe: « le prix à la pompe n'est pas un prix réel », mentionne Joseph Antchouey, président du GPP. Cette subvention s'est généralisée aux gourmandes consommations en carburant des administrations. Plutôt que de payer leur consommation, les administrations se voient octroyer des bons de carburant, et consomment dans les stations-service, et l'État est censé payer la facture. Aujourd'hui, avec la chute du prix du baril, les contraintes d'investissement public, le gouvernement n'honore plus les factures au moment attendu par les marketeurs. Pour Jean-Baptiste Bikalou, avec de tels paiements décalés, les marketeurs éprouvent aujourd'hui des difficultés de trésorerie. Au point où le réapprovisionnement en carburants auprès

du principal fournisseur, la Société gabonaise de raffinage (Sogara), pose problème. De plus, ajoutent les marketeurs, la production au niveau de la Sogara est insuffisante. L'approvisionnement à partir de cette société, via l'entrepôt de la SGEPP, ne se fait pas avec une régularité de nature à garantir aux stations-service appartenant à des marketeurs, des stocks sans rupture. Pour Joseph Antchouey et ses confrères, c'est le gouvernement qui choisit, en fin de compte, la politique des hydrocarbures en République gabonaise. Néanmoins, la solution pérenne aux pénuries des carburants passe par une libéralisation des prix. « Les prix vont augmenter de 200 à 250 francs en moyenne. Ainsi, celui qui a de l'argent



Photo : I. M'B.

Le président du GPP, Joseph Denis Antchouey, directeur général de Oilybia.

pourra importer. Au moins, aurions-nous une distribution régulière du carburant, du gaz et du pétrole lampant », confie un marketeur professionnel. « L'Angola a libéralisé les prix, le Nigeria va libéraliser les prix. Pourquoi allons-nous maintenir un système de subvention qui plombe les sociétés de distribution et cause des distorsions à l'économie? », s'interroge le même

marketeur. Mais maintenir la subvention, sans la payer, expose le Gabon au risque aggravé de pénuries dans les mois à venir, analyse un autre marketeur, qui n'exclut pas non plus le risque de faillite des sociétés de distribution des hydrocarbures. « La subvention n'est bonne que si elle est payée », conclut le Groupement des professionnels du pétrole.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/06/2015	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1213	1USD =	584,997	1 USD	620,997	CAC 40	25/06/2015	5017,36
		CAD	1,3793	1CAD =	475,572	1 CAD	500,140	DOW JONES	25/06/2015	18144,07
		JPY	138,9300	1JPY =	4,721	100 JPY	490,978			
		GBP	0,7118	1GBP =	921,547	1 GBP	959,493			
		CHF	1,0449	1CHF =	627,770	100 CHF	65690,32			
		ZAR	13,5958	1ZAR =	48,247	100 ZAR	5017,11			
		MAD	10,8495	1MAD =	60,460	1MAD	62,87			
		CNY	6,9619	1CNY =	94,221	1CNY	97,05			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
25-juin. 64,53		

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/06/2015

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>